

**MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES**

**UGECAM de NORMANDIE**

**Actipôle des Chartreux**

**67 Boulevard Charles de Gaulle**

**B.P 153**

**76143 Le Petit-Quevilly Cedex**

**Achat de véhicules neufs ou d’occasion POUR les etablissements de L’UGECAM DE NORMANDIE**

**UGECAM de NORMANDIE**

**Cahier des Clauses Particulières**

En vue d’un accord-cadre prévu au code de la commande publique en ses articles :

1°de l’article L.2125-1 ; R 2162-2 ; R2162-4, R2162-10 et R2162-12

**Nº du CCP : 2025-01**

## ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

**1.1 – Pouvoir adjudicateur**

L’Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d’Assurance Maladie (UGECAM) de Normandie est un organisme du régime général d’assurance maladie ayant son siège au Petit-Quevilly. Elle gère 9 établissements sanitaires et médico-sociaux situés dans 3 départements : la Seine Maritime, l’Eure et l’Orne.

1. CRMPR Les Herbiers

Situé à Bois Guillaume (76), le Centre Régional de Médecine Physique et de Réadaptation "Les Herbiers" accueille tout patient adulte nécessitant une prise en charge de rééducation et/ou de réadaptation

1. CSSR L'Hostréa

Situé à Noyers (27), village du Vexin Normand sur l’axe Vernon-Gisors, à proximité des départements de l’Oise et du Val d’Oise, le SSR l'Hostréa prend en charge des patients adultes/personnages âgées en hospitalisation complète pour des soins de suite et de réadaptation.

1. CSSR Le Parc

Situé à Bagnoles de l'Orne (61), le Centre de Soins de Suite "Le Parc" a pour vocation de pratiquer l'activité de soins de suite et de réadaptation.

1. IME La Garenne

Situé à Alençon (61), l’IME « La Garenne » reçoit des enfants et adolescents présentant un retard de développement intellectuel léger ou moyen auquel sont associés des troubles et des carences d’ordre psychique, cognitif, affectif ou socio-éducatif.

1. IMPRO La Traverse

Situé à Omonville (76), l'Impro "La Traverse" accueille des jeunes présentant un retard intellectuel léger ou moyen auquel sont associés ou non des troubles et des carences d'ordre psychique, cognitif, affectif ou socio-éducatif.

1. ITEP La Rosace

Situé à Sées (61), l'ITEP La Rosace accueille des enfants et adolescents présentant des troubles de la conduite et du comportement.

1. ITEP Les Hogues

Situé à Saint Léonard (76), l’ITEP accueille des garçons de 6 à 18 ans, présentant des troubles du comportement avec ou sans troubles organiques associés, sur notification de la Commission des Droits et de l’Autonomie des Personnes Handicapées (C.D.A.P.H.) de Seine-Maritime. C’est un établissement médico-social avec un fonctionnement spécifique qui permet par des moyens médico-éducatifs appropriés, une scolarisation personnalisée et adaptée.

1. SESSAD Les Hogues

Situé à Saint Léonard (76), le SESSAD « Les Hogues » accompagne des jeunes de 3 à 20 ans, mixte, qui présentent des difficultés psychologiques dont l'expression, notamment l'intensité des troubles du comportement, perturbent gravement leur socialisation et l’accès aux apprentissages. Le service élabore pour chaque jeune un projet personnalisé d’accompagnement.

1. SESSAD Ornais

Situé à Alençon (61), le SESSAD de l'Orne accompagne des jeunes qui rencontrent des difficultés dans leur vie quotidienne, les apprentissages scolaires et/ou professionnels du fait de Troubles de la Conduite et du Comportement ou d'une Déficience Intellectuelle.

Le Directeur Général de l’UGECAM de Normandie représente le pouvoir adjudicateur.

### 1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) porte sur un appel d’offre ayant pour objet l’Achat de véhicules neuf ou d’occasion, la reprise de véhicules 9 places, pour les établissements de l’UGECAM de Normandie.

Le marché consiste en :

* L’acquisition de véhicules
* L’établissement des diverses démarches administratives (carte grise, frais annexes.)
* La reprise de véhicules existants

### 1.2 – Code CPV (vocabulaire commun pour le marché) :

34100000-8 Véhicules à moteur

### 1.3 – Catégorie du marché

Le marché est un appel d’offre entrant dans la catégorie des marchés de fournitures.

### 1.4 – Type de Procédure

La consultation est passée selon une procédure d’appel d’offres ouvert en application des articles R2124-2, R2161-1, R2161-2, R2161-3 et R2161-4 du code de la commande publique.

### 1.5 – Forme du marché et modalités de consultations de l’accord-cadre

Le contrat est conclu sous la forme d’un appel d’offre ouvert.

L’Appel d’offre est conclu sans montant minimum ni maximum.

### ARTICLE 2 ALLOTISSEMENT ET VARIANTES

2.1 : Les prestations, objet de l’appel d’offre, sont alloties géographiquement

Lot n°1 : Acquisition et reprise de véhicules dans le département de la Seine maritime

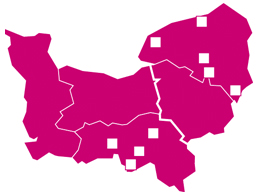
Lot n° 2 : Acquisition et reprise de véhicules dans le département de l’Orne

Chaque candidat peut choisir de répondre à un lot ou à la totalité des lots.

2.2 : Aucune variante n’est autorisée.

### ARTICLE 3 LIEUX D’EXECUTION DES PRESTATIONS

Région Normandie



### ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives des marchés sont les suivantes, elles prévalent les unes par rapport aux autres en fonction de leur ordre et ce, en cas de contradiction entre elles :

- l’Acte d’Engagement accepté par l’organisme,

- le présent Cahier des Clauses Particulières,

- le Règlement de consultation

-le CCAG FCS (non joint à l’accord-cadre, le Titulaire est réputé parfaitement le connaitre)

-le mémoire technique du Titulaire

Textes applicables :

* L’Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général,
* Le code de la commande publique dont les articles ont été cités précédemment.
* CCAG Fournitures et services

### ARTICLE 5 : DISPOSITIONS DE L’APPEL D’OFFRES OUVERT

**5.1 - Durée**

L’AOO est conclu pour une période minimal d’un (1) an à compter de sa date de sa notification. Il n’est pas reconductible

**5.2 – Délai d’exécution**

L’AOO prendra effet à compter de la notification et se terminera à la fin de la période contractuelle de la garantie proposée par le candidat.

**5.3 – Modalité de transmission de l’accord-cadre**

La consultation du Titulaire s’effectue par voie dématérialisée, à travers la plateforme : PLACE

**5.5 - Pièces complémentaires aux pièces constitutives du marché**

Les conditions générales de vente du Titulaire contraires à la philosophie du présent cahier des charges sont inapplicables.

***ARTICLES 6 : DETAILS DES PRESTATIONS ET LIVRAISONS***

6-1 - PRESTATIONS

Le titulaire doit assurer l'acquisition et la fourniture de tous les véhicules recensés par chaque bon de commande émis durant la validité du marché.

Les véhicules livrés doivent respecter les exigences du présent CCP, ainsi que les caractéristiques techniques sur lesquelles il s’est engagé.

La vidange et la révision de chaque véhicule devront être effectuées par le titulaire du marché avant l'achat.

La reprise des véhicules se fera sur dossier, le titulaire peut, s’il le souhaite se déplacer dans les établissements sur rendez-vous, pour effectuer une visite des véhicules cédés.

6-2 – LIVRAISON

Les véhicules sont livrés principalement à l’adresse indiquée ou à proximité de l’établissement preneur et dans les délais que le titulaire s’est engagé.

La date et l'horaire de la livraison seront à convenir avec l’établissement afin de permettre à celui-ci de s'organiser.

La reprise des véhicules se fera en même temps que la livraison au fur et à mesure de la disponibilité des véhicules acquis.

6-3.1 - Documentation

Chaque véhicule livré doit être accompagné des documents listés ci-après

|  |  |
| --- | --- |
| **Document à fournir** | **Détail du document** |
| Carte grise | Format papier |
| Véhicule d’occasion :  Historique complet des réparations ( le cas échéant la durée de la garantie ainsi que la liste des éléments couverts) | Format papier |
| Historique complet des révisions | Format papier |
| Date de début de la garantie contractuelle | Format papier et/ou numérique |
| Notice d’utilisation en français | Format papier |
| Bon de livraison | - identification du titulaire du marché ;  - numéro du marché ;  - numéro du bon de commande ;  - date de livraison ;  - désignation du véhicule livré ;  - immatriculation du véhicule ;  - nom lisible et le visa ou la signature de la personne chargée de la livraison et du  bénéficiaire qui réceptionne le véhicule. |

6-3.2 Catalogue « photographique »

Le titulaire fournit un catalogue « photographique » sous format Pdf contenant les photos des véhicules proposés précisant l'immatriculation et le tarif (HT, TTC et montant de la

TVA) de chaque véhicule.

6-3.3 Autres documents ; Pièces et renseignements

|  |  |
| --- | --- |
| Jeu de clés (2 minimum)/ la carte code de la clé | la provenance du véhicule (loueur, société, particulier…) |
|  | 1 boîte de lampe correspondant au véhicule, 2 Gilets et un triangle. |

### ARTICLES 7 : FORMALITES ADMINISTRATIVES

Le titulaire s'engage à faire toutes les formalités administratives en règle et prendre en charge l'ensemble des frais pour la mise en circulation des véhicules (carte grise, frais d’immatriculation,) afférentes au(x) véhicule(s) proposé(s).

### ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Les Titulaires ont l’obligation de livrer dans les délais annoncés les véhicules proposés.

### ARTICLES 9 : GENERALITE SUR LES SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES BESOINS

Le candidat proposera pour chaque catégorie (5, 7 et 9 places) et pour chaque établissement de chaque lot de ce marché :

=>un ou deux véhicules d’occasion par catégorie,

=> un véhicule neuf du même type par catégorie.

Pour le neuf il devra impérativement être exempt de tout malus écologique et disposer d’une autonomie supérieure à 500km.

Les véhicules d’occasion proposés doivent être proches du neuf (aspects intérieurs et aspects extérieurs) avec une date de mise en circulation de moins de 3 ans et totalisant un kilométrage maximal de 50 000 km au compteur.

L’entretien, les révisions et les contrôles réglementaires le cas échéant doivent être à jour. Le Titulaire fournit l’historique des travaux réalisés sur le véhicule ainsi que la(les) facture(s) d’entretien.

Les véhicules proposés doivent être conformes aux normes européennes et aux normes étrangères équivalentes.

Les candidats fourniront obligatoirement à l’appui de leur offre le dossier technique complet (composition, caractéristiques des équipements, spécificités...).

Les matériels, équipements, accessoires et leur installation, devront être conformes aux normes françaises en vigueur concernant les spécifications de construction et de sécurité ainsi qu’à tous les règlements en vigueur au moment de la soumission.

Ils devront notamment bénéficier du certificat et du marquage CE (les plaques d’identifications et d’homologation qui doivent être fixées sur les matériels devront être rédigées en français et accessibles), et être agréés NF.

### ARTICLE 10 –OPERATIONS DE VERIFICATION A LA RECEPTION

Les opérations de vérifications sont réalisées par le représentant de l’établissement qui procède à un examen et aux essais des véhicules pour s’assurer qu’ils répondent aux spécifications techniques décrites dans le marché subséquent.

Un exemplaire du bordereau de livraison est remis à la personne qui réception le(s) véhicules(s).

En cas de dysfonctionnement ou de non-conformité du véhicule vis-à-vis des pièces contractuelles du marché, lors de la livraison, le Titulaire reprendra le véhicule et devra procéder à une nouvelle livraison d’un autre véhicule en tout point conforme et fonctionnel à ses frais, dans un délai maximal d’1 mois.

Il sera alors appliqué les pénalités prévues au présent CCP.

Si, au bout d’un mois, la livraison n’est toujours pas conforme au marché, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché et demander le remboursement des frais déjà réglés.

### ARTICLE 11 – GARANTIE DU MATERIEL

Le véhicule proposé bénéficie de la garantie légale de conformité prévue aux articles L.217-7 à L.217-14 du code de la consommation.

Le véhicule est couvert par la garantie contre des vices cachés.

Le véhicule bénéficie à compter de sa date de livraison, d’une garantie contractuelle de douze mois (12) minimum sur la totalité des composants du véhicule hors pièces d’usures.

Concernant le service après-vente (SAV) pendant la période de garantie, le titulaire assure la prise en compte en panne directement au sein de l’établissement propriétaire du véhicule ou assure le relai avec le garage de son réseau, dans un délai de 48 heures (2 jours ouvrés) après l’appel du bénéficiaire.

Le titulaire ou le garagiste agréé par le titulaire établit le diagnostic de panne et répare le matériel ou procède à son remplacement auprès des bénéficiaires si la réparation n’est pas possible.

Le candidat devra obligatoirement préciser les conditions de garantie du véhicule.

Dans le cas où le soumissionnaire est en mesure de proposer une période de garantie plus importante, il devra en préciser la durée dans l’Acte d’Engagement. Cette durée devient alors la durée de garantie contractuelle.

Le titulaire s’engage pendant cette période à remplacer toute pièce défectueuse ou à effectuer toute intervention nécessaire, les frais occasionnés par ces opérations étant à sa charge.

### ARTICLE 12 : PRIX

Le marché est conclu à \*\*prix global et forfaitaire\*\*. Le prix comprend l’ensemble des prestations décrites dans le CCP et précisées dans le BPU dans l’offre de base, notamment:

* L’achat des véhicules neufs ou d’occasion
* Les services associés (livraison, frais administratifs, garanties, entretien, carburant, assistance...)
* La reprise des anciens véhicules de services

Le marché est traité à prix ferme.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

**Remarque :** Toute soumission portant des réserves ou des conditions particulières sera considérée comme nulle

### ARTICLE 13 : FACTURATION ET DELAI DE PAIEMENT

13-1 : FACTURATION

Conformément à l’art 3 de l’ordonnance du n°2014-697 du 26 juin 2014, les factures doivent être remises sous forme dématérialisées/ électroniques via la plateforme « Chorus Pro » et établies en-tête du titulaire et comporter, outre les mentions sociales d’usage, les informations suivantes :

• Le numéro de SIRET, qui identifiera l’établissement UGECAM de Normandie :

**Siret 424 037 919 00158**

• Les références de l’accord-cadre et du marché subséquent

• Le numéro de commande

• Le numéro et la date de la facture

• La référence, désignation et quantité du (des) véhicule(s) livré(s)

• Le prix unitaire HT, le montant de la TVA et le montant TTC

• La désignation de l’émetteur et du destinataire de la facture

• Le numéro de compte bancaire ou postal à créditer,

• La date d’émission de la facture.

La facturation devra être établie pour chaque véhicule.

Conformément à l’article 4, § 3 de la directive 2011/7/UE et à article L.2192-10 du code de la commande publique, le directeur de l’UGECAM de Normandie procédera au paiement des sommes dues dans un délai qui ne peut dépasser 30 jours.

En cas de paiement tardif, le titulaire a droit à des intérêts moratoires.

Le montant des intérêts moratoires équivaut au taux de l’intérêt légal applicable majoré de deux points.

13-1 : DELAI DE PAIEMENT

Conformément à l’article 4, § 3 de la directive 2011/7/UE et à article L.2192-10 du code de la commande publique, le directeur de l’UGECAM de Normandie procédera au paiement des sommes dues dans un délai qui ne peut dépasser 30 jours.

En cas de paiement tardif, le titulaire a droit à des intérêts moratoires.

Le montant des intérêts moratoires équivaut au taux de l’intérêt légal applicable majoré de deux points.

### ARTICLE 15 – PRESENTATION DE L’OFFRE

L’offre doit être rédigée obligatoirement en français (loi n°94-665 du 4 août 1994 relative à l’emploi de la langue française et circulaire d’application du 19 mars 1996).

### ARTICLE 16 - CLAUSES DE SAUVEGARDE

**16.1 -** Dans l’hypothèse où le titulaire envisagerait pour des raisons exceptionnelles une hausse supérieure à celle qui est pratiquée par la profession, celui-ci s’engage à informer l’organisme par lettre recommandée des nouveaux prix désirés et des raisons qui motivent cette décision.

Pendant un délai de **15 jours à compter de la date de réception du pli recommandé**, l’organisme se réserve le droit de s’informer des conditions de prix pratiquées par l’ensemble de la profession et si ces conditions sont plus favorables, de demander au titulaire de s’aligner sur elles.

Si un tel alignement ne peut être obtenu, l’UGECAM de Normandie aura la possibilité de résilier sans indemnité, la partie non exécutée du marché.

**16.2 -** Les titulaires étrangers s’engagent à fournir à l’organisme, à chaque révision de prix, la copie certifiée conforme des documents officiels justifiant la valeur des indices traduits en français par un service officiel.

**16.3 -** La clause de sauvegarde est fixée à **3 %** par rapport au dernier prix accepté et appliqué.

### ARTICLE 18 - CONDITIONS D’EXECUTION

### 18.1 - Bons de commande

### 18.2 - Délais

Le titulaire s’engage à livrer les véhicules commandés à la date indiquée sur le bon de commande, conformément aux délais de livraison indiqués à de l’Acte d’Engagement.

### 18.3- Livraisons

Les livraisons seront effectuées, le cas échéant, à l’établissement et durant les plages horaires indiquées par l’établissement.

La livraison doit-être conforme aux cahiers des charges.

### 18.4 - Pénalités

Non-respect des modalités logistiques :

Une pénalité de 150 euros sera appliquée pour chaque jour de livraison non respecté ou modifié sans raisons.

Pénalités d’indisponibilité pour les prestations de services après-vente :

Dans le cas d’une indisponibilité du véhicule due au défaut d’intervention de la maintenance, de la garantie ou du service après-vente, une pénalité journalière équivalente aux frais de location d’un véhicule de remplacement sera appliquée.

**18.5- Responsabilités du Titulaire :**

La Responsabilité s’étend :

* Aux dommages causés par les véhicules de livraison, équipement, matériaux, substances ou produits utilisés par le Titulaire, qu’ils soient propriété de l’établissement ou du Titulaire.
* Le Titulaire est tenu de couvrir sa responsabilité civile par une police d’assurance appropriée couvrant la totalité de ses responsabilités.

Dans les quinze jours qui suivent la notification du marché, et avant tout commencement d’exécution, le Titulaire transmet un exemplaire de ces attestations d’assurance.

Au cours de l’exécution du marché, le Titulaire s’engage à communiquer au pouvoir adjudicateur, sous un délai de 15 jours et par écrit, toute modification survenue dans ses polices d’assurance : résiliation, changement de compagnie d’assurance, etc.

Le Titulaire présente chaque année, les attestations d’assurances correspondant aux polices qu’il a souscrites. Ces attestations font apparaître notamment la tenue à jour par le Titulaire des primes dues pour la période de garantie considérée.

A défaut de présentation de ces attestations d’assurance, le Titulaire s’expose à des pénalités.

### ARTICLE 20: ASSURANCES

Conformément à l’article 9 du CCAG/FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité civile professionnelle à l’égard de l’UGECAM de Normandie et des tiers, victimes d’accidents ou de dommages causés par l’exécution des prestations ainsi que pour les dégradations occasionnées au matériel, hors faute d’un bénéficiaire.

A tout moment, le pouvoir adjudicateur peut demander au titulaire de fournir une justification qu’il est titulaire de ces contrats d’assurance, au moyen d’une attestation établissant l’étendue de la responsabilité garantie et ce, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

### ARTICLE 20: DEVELOPPEMENT DURABLE

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe.

Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

Le candidat devra toujours proposer des véhicules à faible émission de carbone selon les prescriptions techniques de chaque marché subséquent.

### ARTICLE 21 – SOUS-TRAITANTS

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du Pouvoir Adjudicateur, l'acceptation expresse de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé à la personne responsable du marché, ou lui adresse par lettre recommandée avec accusé de réception, une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue,

- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,

- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant envisagé de chaque partie sous-traitée, sont précisées notamment la date d'établissement des prix, le régime des avances, des acomptes, des réfactions, des primes, des pénalités.

Lorsque le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant prévisionnel des sommes à payer au sous-traitant ainsi que les modalités de règlement de ces sommes.

Le silence du Pouvoir Adjudicateur, gardé pendant vingt et un (21) jours à compter de la réception des documents susmentionnés, vaut acceptation et agrément des conditions de paiement.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que le nantissement dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

### ARTICLE 22 - RESILIATION - LITIGES

### 22.1 - Résiliation

Les clauses de résiliation prévues au chapitre 7 du C.C.A.G.-F.C.S aux articles 38 à 45 sont applicables au présent marché.

Outre les cas prévus au chapitre 7 du C.C.A.G-F.C.S, sont notamment constitutifs d’une faute, la non réponse à une consultation pour la conclusion d’un marché subséquent.

### 22.2 - Attribution de juridiction

En cas de différend concernant l'exécution des marchés, les acheteurs et les titulaires privilégie le recours aux comités consultatifs de règlement amiable des différends relatifs aux marchés.

En cas de litige résultant de l’application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

**ARTICLE 23 - SECRET PROFESSIONNEL ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERES PERSONNEL (R.G.P.D)**

Les dispositions des articles 5.1 et 5.2 du CCAG FCS s’appliquent.

Le personnel du Titulaire est tenu au secret professionnel, qu’il s’agisse de renseignements administratifs, ou issus de l’organisation ou des moyens matériels développés dans le cadre du présent marché.

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Chaque partie au présent contrat est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

Les dispositions du cahier des charges relatives au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016, dénommé « Règlement Européen sur la Protection des Données » ou « RGPD » complété de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 dite "loi informatique et libertés" modifiée, doivent être respectées.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 41 du CCAG FS.

### ARTICLE 24 : LISTES DES VEHICULES

24.1 - Descriptif des véhicules à fournir :

Dans le cadre de son appel d’offre, l’UGECAM de Normandie sollicite principalement des besoins d’achat de véhicules de type :

Lot N°1 :

- 1 Véhicule de type Ludospace (Kangoo, berlingo ou équivalent) de 5 places pour l’établissement des Herbiers.

- Véhicules de 9 places (de type Renault trafic, Peugeot expert ou équivalent) avec porte coulissante latérale destinés aux transports de jeunes

* 2 pour le DITEP Les Hogues
* 1 pour l’IMPRO La Traverse

Lot N°2 :

- 1 Véhicule de type citadine (Ford Kuga ou équivalent) de 5 places pour l’établissement La Rosace.

- 1 Véhicule de type Ludospace (Kangoo, berlingo ou équivalent) de 7 places pour l’établissement La Garenne

- Véhicules de 9 places (de type trafic ou équivalent) avec porte coulissante latérale destinés aux transports de personnes

* 2 pour l’IME La Garenne
* 2 pour le DITEP La Rosace

Les véhicules proposés devront couvrir l’ensemble des caractéristiques techniques détaillés

L’UGECAM de Normandie se doit, par son activité, de proposer une flotte de véhicule de qualité et en adéquation avec ses besoins spécifiques.

La démarché RSO de l’UGECAM de Normandie implique de recourir aux véhicules à faible émission de CO2 et en lien avec la transition écologique et environnementale.

Liste des précisions minimum à fournir par véhicule proposé :

* Consommations carburant ;
* Emissions de CO2 (g/Km) ;
* Classement Crit’air
* L’intégralité des équipements inclus pour les véhicules d’occasion.

Caractéristiques et liste des équipements minimums inclus dans l’offre du candidat.

Véhicules 5 et 7 places :

Véhicules neufs ou occasion

Motorisation > 70kW

Energie : bioethanol, hybride rechargeable ou non

* Direction assistée ;
* Vitres électriques avant ;
* Condamnation centralisée des portes ;
* Autoradio, GPS, Bluetooth compatible Apple ou Android.
* ABS avec assistance au freinage ;
* Airbag frontaux conducteur et passager ;
* Climatisation manuelle ;
* Radars de recul arrière
* Petits équipements :

Kit gilet, triangle, éthylotest (x2), trousse de secours ;

2 jeux de clés, pochette plastique pour carte grise et assurance ;

* Plein de carburant à la livraison.

Options :

* Garantie constructeur de 2 ans minimum (60 000 km au moins) ;
* Peinture métallisée (véhicule neuf)
* Feux antibrouillard avant ;
* Tapis de sol en caoutchouc ;
* Kit roue de secours ;
* Allumage automatique des feux ;
* Feux antibrouillard avant ;
* Climatisation automatique ;
* Caméra de recul ;
* Radar de stationnement avant
* Vitres électrique arrières
* Sécurité enfant au poste de conduite
* Système Start and stop
* 1ère révision (vidange + filtres + niveaux….) ;

Véhicules 9 places :

Carroserie Taille M ou L1 H1

Motorisation> 84kW

Energie véhicule Neuf : Hybrides rechargeable ou non, bioéthanol

Energie véhicule Occasion : Diesel, Hybrides rechargeable ou non, bioéthanol

* Direction assistée ;
* Vitres électriques avant ;
* Condamnation centralisée des portes ;
* Autoradio, GPS, Bluetooth compatible Apple ou Android.
* ABS avec assistance au freinage ;
* Airbag frontaux conducteur et passager ;
* Climatisation manuelle ;
* Petits équipements :

Kit gilet, triangle, éthylotest (x2), trousse de secours ;

2 jeux de clés, pochette plastique pour carte grise et assurance ;

Extincteur

* Plein de carburant à la livraison.

Options :

* Garantie constructeur de 2 ans minimum (60 000 km au moins) ;
* Peinture métallisée (véhicule neuf)
* Feux antibrouillard avant ;
* Tapis de sol en caoutchouc ;
* Kit roue de secours ;
* Allumage automatique des feux ;
* Feux antibrouillard avant ;
* Climatisation automatique ;
* Caméra de recul ;
* Radar de stationnement avant
* Radar de recul arrières
* 1ère révision (vidange + filtres + niveaux….) ;
* Barres de toits
* Crochet d’attelage amovible avec outils.

24.2 - Descriptif des véhicules à reprendre :

DITEP Les Hogues (76)

- Renault Trafic : EZ-828-KR

IME La Garenne : (61)

- Renault Trafic : 1384 VJ 61

- Renault Trafic : CG-092-LC

DITEP La Rosace : (61)

- Renault Trafic : CG-393-LB

- Renault Master : DL-713-EM

- Renault Clio : BA-624-KD

**Le** détail **des véhicules** (Descriptif + Photos) est présenté dans les fiches en annexes**.**

### ARTICLE 25 - DEROGATIONS AU C.C.A.G.F.C.S.

|  |  |
| --- | --- |
| **C.C.A.T.P.** | **C.C.A.G-F.C.S.** |
| 18.4 | 14 |

Le Titulaire